

Compte-rendu CSE

19 et 20 janvier 2022

CETTE ANNÉE
EST À PRÉSENT
...

... TERMINÉE.

Bonne année et bonne santé !

COMMENÇONS DONC
2022 DANS LA JOIE,
LA BONNE HUMEUR,
LES JT MUTUALISÉS,
LE TÉLÉTRAVAIL,
LES TESTS, MASQUES
ET LES MÊMES
GESTES BARRIÈRES
QU'EN 2021.



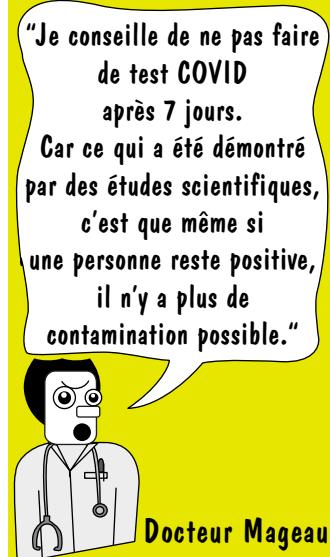
YOUPIE.

En guise d'étrennes pour la nouvelle année, la direction était visiblement impatiente d'annoncer la nouvelle aux élu·e·s : il n'y aura pas de baisse d'ETP en 2022 dans le réseau ! Cela faisait « très très longtemps qu'il n'y avait pas eu d'arbitrage en ce sens », s'est réjouit **Philippe Martinetti** en préambule.

Mais avant d'en arriver à ce -bref- moment d'euphorie, les échanges de voeux furent moins réjouissants. Car le premier cadeau de l'année, le PCA entré en vigueur le 3 janvier, est resté en travers de la gorge des salarié·e·s, comme les élu·e·s de la CSSCT l'avaient déjà fait savoir à la direction le 5 janvier et comme en témoigne notre liminaire sur le Plan de Coupe de l'Activité.

■ CACOPHONIE ET CONFUSION...

Plan de continuité d'activité



Le CSE est donc d'abord longuement revenu sur les tenants et aboutissants de cette décision de mutualisation à outrance des JTR sur fond de 5ème vague de Covid et des conditions de sa mise en oeuvre pour les salarié·e·s. D'autant que, la veille, la direction avait commencé à faire machine arrière en annonçant la fin des éditions "grande région" à partir du 24 janvier (le 11h53, le 18h30, les programmes, eux, restent gelés). Encore une fois, sans aucune concertation avec les élu·e·s du CSE ni les RP.

La prochaine fois, promet le directeur du réseau **Philippe Martinetti**, si « malheureusement » on devait revenir à ce genre d'exercice, on tiendra compte des particularités avec plus de latitude de décision pour les directeurs régionaux même si « un cadre général fixé par la direction du réseau reste nécessaire ». Bref, un changement de méthode annoncé, mais à minima.

Autre illustration de cette souplesse toute relative : les absences autorisées payées sont accordées avec beaucoup plus de parcimonie. Même si la classe de(s) l'enfant(s) ferme, ou si son conjoint est immunodéprimé, ou si l'on est soi même personne vulnérable... Certains devront "taper" dans leurs congés et les RTT Employeurs tomberont.

Avec, comme toujours, une certaine cacophonie selon les antennes : certaines RH étant plus compréhensives que d'autres. Une "autorisation d'absence" (au sens de la Sécurité Sociale) n'implique plus cette largesse de l'entreprise.

Seule concession du DRH **Samuel Bignon** : ce type d'absence permet de continuer à générer des RTT.

Cacophonie et avarice toujours, quand il s'agit de mettre à disposition des masques FFP2, plus protecteurs... mais plus chers.

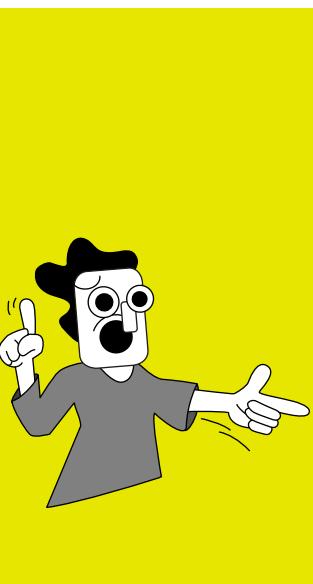
Le représentant du réseau à la cellule Covid, **Alain Astarita**, indique qu'il n'est pas question d'en distribuer avant de concéder, un peu plus tard, que deux masques de ce type seront placés dans les voitures de reportage.

Mais il a fallu que les élu·e·s (qui les demandent depuis le début de l'épidémie) expliquent que les tournages peuvent parfois être plus compliqués que prévu avec un vrai risque, imprévu, d'être au contact avec le virus...

Si une équipe se sent en insécurité ou en danger, elle a toujours la possibilité d'arrêter son tournage, a rappelé le directeur du réseau.

Même confusion à propos des invités en plateau : leur présence n'est pas autorisée car les jauge préconisées seraient dépassées.

Mais si l'actualité le justifie, les plateaux sont pleins ! Allez comprendre.



Quant aux salarié·e·s de la Fabrique, ils n'auront aucune réponse à leurs interrogations. Tout simplement pour cause... d'absence d'interlocuteur de la Fabrique (qui relève pourtant du Réseau). Une absence, plus que problématique pour le fonctionnement de l'instance.

Mais **Samuel Bignon** a estimé que tout avait déjà été dit lors de la CSSCT extraordinaire du 5 janvier et qu'il était inutile d'inviter un de ses représentants. Pour rappel, les équipes de la Fabrique travaillent normalement et ne sont pas contraintes par un PCA. Cherchez l'erreur !

Seule information donnée par **Alain Astarita** : « nous sommes en contact avec la Fabrique pour gérer la fourniture des auto tests sur les lieux de tournage ».

Depuis la mise en place des nouvelles instances CSE et RP, l'heure n'est-elle pas au bilan ?

Là encore, promesse de la direction que ce sera fait. Et qu'un responsable de la Fabrique sera bien présent pour répondre aux élue·e·s... la prochaine fois...

Il est temps !!!

■ NAVIGATION À VUE

Commission d'anticipation, de suivi et d'ajustement de la régionalisation

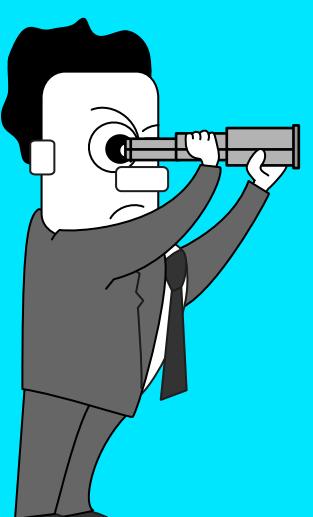
Plusieurs points ont eu trait à la régionalisation, ou ce qu'il en reste, pour un retour sur la [CASAR du 13 janvier](#) (à retrouver ici). 

Les deux régions "test" (Bretagne et Nouvelle Aquitaine) récupèrent les créneaux de 15H15 les samedis et dimanches sous forme de PAE une semaine sur quatre et de rediffusions.

Le directeur du réseau précise qu'il faut plutôt appeler cela décrochage du week-end. Un bilan sera fait en juin. Mais ce n'est pas en abandonnant les VPTL et certains métiers que les régions pourront fabriquer ces PAE.

Sud propose d'élargir ces diffusions du week-end à l'ensemble des régions.

Réponse laconique du directeur du réseau: « *c'est une question de méthode.* »



Chantier dans le chantier, l'évolution du JT dont on nous vante pourtant les bonnes audiences. Pour "décrypter" l'info, la direction propose au choix : un papier et des palettes, un invité, l'écran tactile, les images récupérées sur les Réseaux Sociaux ou celles tournées en MOJO par le journaliste du Web, les "face cam".

Pour **Christophe Poullain**, adjoint à la directrice de l'info régionale, « *cela n'est pas un canevas que l'on impose. C'est une réflexion sur la valeur ajoutée qu'on peut apporter dans nos JT* ». Nous n'avons apparemment pas les même valeurs.

Tout est possible du moment que c'est à moindre coût, le plus vite fait. Même si la qualité en souffre et en passant outre des accords fondamentaux sur la composition des équipes, ou sur les nouveaux outils.

Et si le document transmis aux élue·e·s oublie de parler des reportages avec de l'image, c'est parce que c'est un « *fondamental qui ne changera pas* ». Quels idiots nous sommes de nous faire du souci ? Les faits bruts, « *ça peut se donner en vitesse* »...

Pour la direction de l'information : « *l'une des idées forces, c'est de pouvoir prendre un thème d'actualité et tourner autour avec 3, 4 ou 5 entrées, pour répondre aux questions que les téléspectateurs se posent.* »

Concernant Internet, le choix de journalistes spécialisés multimédia, notamment pour les prochains recrutements, est la piste de plus en plus envisagée. Des collègues qui ne feront pas de télévision. Il faut n'y voir aucun « *jeunisme* » et s'il y a de « *l'appétence* » tout le monde pourra embarquer. Idem pour l'écran tactile.

A ce sujet, la directrice du numérique régional dit que la fin de Drupal* est reportée. Le plan de formation sur PIC* est bien avancé avec l'UFTV. Elles devraient intervenir courant février en présentiel et ne portent que sur l'outil.

*Outil de mise en ligne des articles sur le web.

Vos élue·e·s ont fait part de leurs inquiétudes sur cette concertation à minima, "en chambre", qui laisse peu de place à l'image, à l'actualité et aux reportages.

Comment la direction compte-t-elle emmener les équipes dans ces projets qui, comme toujours, tombent d'en haut et ignorent les propositions locales ?

Leur crainte aussi de voir mis en place un JT "formaté", qui facilitera l'utilisation des régies automatiques. Là encore, les élus se feraient des idées d'après la direction.

Même si rien ne semble imposé, même si les ateliers continuent, que les remontées des élus peuvent encore enrichir la réflexion... Nous avons tous compris que l'évolution se fera sous le sceau de l'économie, au risque d'une qualité empêchée, d'une monotonie, d'une frustration de plus en plus grande des personnels comme des téléspectateurs.

■ PETITE LUEUR D'ESPOIR

Notification budgétaire du réseau France 3 pour 2022



Une fois n'est pas coutume, depuis la création des CSE voilà 3 ans, un directeur du réseau en la personne de **Philippe Martinetti** a choisi de présenter aux élus le budget alloué au réseau France 3 dès le mois de janvier.

Reste à espérer que l'année prochaine, il en sera de même.

Philippe Martinetti : « *les ETP du réseau restent stables sur le réseau. Cela fait très très très longtemps que cela n'était pas arrivé !* »

Accompagné de **Philippe Angot**, directeur financier pour le réseau, il explique qu'il souhaitait donner cette information même si tout n'avait pas encore été arbitré.

Le nombre d'ETP ne baisse pas et reste stable pour la première fois depuis près de 10 ans. Au total, Corse comprise, il y aura 3096,5 ETP.

Un ETP de plus qu'en 2021. Mais cela semble maigre face à l'ampleur de la régionalisation !

Sur le nombre total d'ETP 5,5 sont des transferts de poste (du national par exemple). D'après **Philippe Angot**, ce transfert ne pénalise pas la région d'accueil puisque le poste arrive avec sa masse salariale. La première année, mais les suivantes ?

Le découpage en ETP par région n'est pas encore totalement finalisé. Nous n'aurons donc pas les chiffres, probablement en mars.

Les élus s'inquiètent du manque de moyen en ETP dans certaines régions qui sont mono antenne. Le directeur du réseau tente de rassurer en expliquant « *qu'il faut des transferts et il faut aller les chercher pour les positionner sur des projets qui font sens* ». Faute d'effectif suffisant, Clermont-Ferrand sera contraint de fabriquer un journal tout image durant l'été. Le directeur régional aurait parlé de « *déficit structurel* » aux élus. Une qualification que **Philippe Martinetti** ne reprend pas totalement et dit regarder cela de près.

A ce jour, 110 départs en RCC sont prévues. Une partie de ces départs seront remplacés. On n'aura pas plus de précisions. RDV à la fin de la RCC pour en faire le bilan, pas avant.

Côté budget ou "coût de grille", il est de 404,4 millions. Soit une légère augmentation de 600 000 euros.

Au dire du directeur du réseau, le déploiement des matinales France Bleu sur nos antennes sera ralenti cette année à cause des JO à l'antenne le matin.

Mais pour **Sud**, il s'agirait là de ne pas trop grever le budget 2022. Seules quatre matinales verront le jour en 2022. Elles ne seraient donc plus une priorité absolue.

Pour rappel, l'exploitation et la diffusion d'une matinale coutent 200 000 euros/an au réseau France 3. Aujourd'hui 24 matinales sont déployées. La dernière en date est celle de France Bleu Roussillon. Trois autres le seront à partir de septembre.

Si la direction tient ses promesses de calendrier, 20 matinales ouvriront en 2023, ce qui nous semble fortement compromis.

Par ailleurs, le coût de grille prévoit une moyenne de 10 PAE "sport" par an et par région. Sur le modèle économique suivant : 30% fabriquées en interne, 30% par la Fabrique et 30% externalisées.

En marge de ce point, les élus **Sud** ont évoqué le PCA qui pourrait permettre à l'entreprise de faire pas mal d'économies, comme avec les frais de mission.

Le directeur financier explique que l'argent économisé sur le PCA peut être utilisé uniquement sur le même exercice budgétaire ET à la condition qu'il n'ait pas de nouvelles contraintes financières sur FTV en cours d'année.

■ LES MYSTÈRES DE BORDEAUX

**Projet de
relocalisation
de l'antenne de
France 3 Aquitaine
à Bordeaux**



Cette information fait suite à la découverte par des élu·e·s qu'un appel d'offre avait été émis par FTV pour un projet de relocalisation de l'antenne de France 3 Aquitaine à Bordeaux.

Cet appel d'offre est d'après **Olivier Goyon-Sangnier**, Monsieur immobilier à FTV, un appel d'offre auprès de 3 cabinets d'architectes qui leur permettrait de répondre à des appels à projet ?? « *Aujourd'hui, tous les fonciers sont captés par des promoteurs, l'idée est de travailler avec la ville et de voir ce qu'elle propose. La ville dit avoir des friches. Et il n'est pas question de quitter Bordeaux.* »

Ce déménagement est prévu de longue date, d'après lui, et il s'agirait donc d'être prêt au cas où une opportunité apparaîtrait.

Le projet d'aménagement proposé aux architectes est inspiré de ce qui a été fait sur Rouen, mais aussi ce qui pourrait se faire pour Antibes.

Seulement, voilà, il semble selon un élu CGT que la Fabrique, basée à Bordeaux ait été oubliée. Un seul plateau au lieu de trois, une seule salle de mixage, plus de cantine. Ce qui crée de l'inquiétude pour les salarié·e·s.

Philippe Martinetti tente de rassurer : « *A ce stade rien n'est décidé. Les personnels de la Fabrique seront bien entendu pris en compte dans une éventuelle relocalisation.* »

Et **Michael Friedrich**, directeur de l'exploitation et des moyens du réseau de France 3, d'ajouter : « *il faut être dans une veille et anticiper. Certains projets nous passent sous le nez* » tout en nous annonçant que les locaux trouvés pour la locale du Havre leur avaient échappé, car la procédure de consultation du CSE avait pris trop de temps.

Surprenant car le minimum est pourtant bien d'informer et même consulter le CSE dans le cadre de projets immobiliers.

Il s'ensuivit un long débat avec direction et élu·e·s du CSE sur le schéma immobilier directeur. Les open space, notamment, qui restent le dogme de la direction, mais aussi la consultation des salarié·e·s concernés bien en amont et pas uniquement lors du choix du mobilier ou encore le bien fondé d'une cantine d'entreprise.

La direction de l'immobilier entend, reste à savoir si elle écouterá les salarié·e·s représenté·e·s par la voix des élu·e·s du CSE.

Prochains CSE les 16 et 17 février

Contactez vos élu·e·s **Sud** : Béatrice Mariani, Jean-Yves Olivier et Chloé Tempéreau

Si vous avez des questions, des doléances, contactez les élu·e·s et représentant·e·s **Sud** en région. 

Retrouvez les comptes-rendus et liminaires **Sud** sur notre site : <https://syndicatsudftv.fr/comite-social-economique/>



Syndicat Sud Médias Télévision . 07 51 69 60 26 . syndicatsud@francetv.fr

Rejoignez-nous sur notre site <https://syndicatsudftv.fr>

Créé à partir de 1998 dans les régions de France 3, Sud Médias Télévision est un syndicat à vocation nationale, autonome et indépendant, qui ne dépend d'aucune centrale. Il se fixe pour mission de défendre la dignité de chacun dans son travail et de lutter contre la déshumanisation de l'entreprise. Ses armes sont l'inventivité dans la lutte, l'expertise en droit du travail et l'intégrité d'individus qui ne visent pas à devenir des professionnels du syndicalisme mais à donner à chacun sa place dans la société. Sud Médias Télévision travaille en réseaux de solidarité avec l'union syndicale Solidaires et avec ses homologues Sud des médias et de la culture.